



HAL
open science

LES VIOLENCES LGBT-PHOBES

Arnaud Alessandrin

► **To cite this version:**

Arnaud Alessandrin. LES VIOLENCES LGBT-PHOBES. Santé sexuelle et reproductive des personnes LGBT, 2022, 978-2-294-77816-2. hal-03892895

HAL Id: hal-03892895

<https://hal.science/hal-03892895>

Submitted on 10 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES VIOLENCES LGBT-PHOBES

Arnaud Alessandrin (Sociologue, LACES)¹

INTRODUCTION :

La médiatisation des questions LGBT témoigne de la centralité des situations de violences et de discriminations auxquelles sont confrontées les minorités de genre et de sexualité. La revue de la littérature donne un aperçu de l'étendue des espaces discriminatoires et, à chaque fois, insiste sur les conséquences de ces faits. On pourrait évoquer, sans prétention exhaustive, le champ du travail, de la santé, de l'espace public, de l'école, de la famille, ou bien encore des services publics ou l'espace numérique comme autant de théâtre dont nous parvenons progressivement à comprendre les logiques et à dessiner les contours des pratiques discriminatoires qui s'abattent sur les populations LGBT. Cet article ne se propose pas de revenir sur l'ensemble de ces points mais de s'attarder sur trois d'entre eux, marqués par des enquêtes nationales récentes, que sont l'école, l'espace public et la santé. Ce tour d'horizon quantitatif et analytique des expériences homophobes comme transphobes sera précédé par un arrêt définitionnel. Afin de mettre des significations communes sur la terminologie employée, revenons donc un instant sur quelques éléments de vocabulaire.

a- sexe, genre, sexualités... : esquisse de définitions

Il est vrai que les questions de genre et sexualité entraînent avec elles un grand nombre de termes qui nécessitent un rappel définitionnel. Nous distinguerons ce qui concerne les questions sexuelles, ce qui relève de l'identité sexuelle (se dire d'une sexualité), ce qui relève de l'orientation sexuelle (l'inclinaison des désirs) et la pratique sexuelle (au sens du faire). A l'âge que nous étudions, cette nuance n'est pas anodine. Ainsi les personnes peuvent très bien ressentir une orientation sexuelle sans pour autant l'exprimer, de peur de l'homophobie notamment, ou par absence de mots en capacité de décrire leurs sensations. De même, nous distinguerons aussi les questions d'identité de genre, de ce qui relève du sexe assigné à la naissance (celui présent sur l'Etat Civil), ce qui relève de l'expression de genre (ce que nous montrons de notre genre) et ce qui relève de l'identité de genre (le sentiment intime d'appartenir à un genre). En effet miroir des problématiques susmentionnées, les individus peuvent avoir le sentiment que le sexe qui leur a été attribué à la naissance ne correspond

¹ Auteur de « Sociologie des transidentités » (Cavalier bleu, 2018), « Actualité des trans studies » (EAC, 2019), « Santé LGBT : les minorités de genre et de sexualité face aux soins » (Bord de l'eau, 2020) et « Déprivilegier le genre » (Double Ponctuation, 2021).

pas à leur identité de genre. Mais, du fait de la transphobie notamment, de nombreuses personnes ne vont s'autoriser à exprimer leur identité publiquement.

Aux côtés des questions homosexuelles, d'autres termes, peut-être moins maîtrisés, méritent que l'on s'y attarde. C'est le cas le terme de « transidentité », qui renvoie à l'expérience d'une identité de genre qui ne correspond pas au sexe et/ou au genre attribué à la naissance (Alessandrin, 2018). Cette définition nous renseigne sur la distance prise avec le terme de « transsexualisme » qui, défini à la moitié du XX^{ème} siècle, signalait l'existence d'une maladie psychiatrique. Aujourd'hui, le vocabulaire de la transidentité se multiplie et donne à voir des manières de se prononcer et des façons d'être au genre plus variées. On entrevoit notamment le terme de « non-binarité » qui, s'il est récent dans sa médiatisation, témoigne d'identités se situant dans au-delà des catégories masculines et féminines. La multiplication du champ lexical de la transidentité est toutefois une tendance qui semble s'accélérer ou s'enraciner (selon les auteur.e.s) si l'on en croit des recherches récentes sur cette question (Medico et Pullen Sansfaçon, 2021 ; Beaubatie, 2021 ; Poirier, 2018 ; Alessandrin, 2017). Cependant toutes les définitions de la non-binarité ne se superposent pas complètement. D'une part on trouve des définitions génériques, tendant à traduire la non-binarité de genre comme le pendant de la non-binarité sexuelle, à savoir des expériences et des identités de genre qui ne se laissent pas réduire aux expériences et aux identités binaires du masculin et du féminin. Mais certaines objections à cette définition soulignent que la non-binarité de genre est aussi une posture politique de refus des assignations normatives de genre. Si le présent article n'a pas pour objectif de trancher cette polémique, remarquons que le terme de « non-binarité » peut donc parfois apparaître comme un terme parapluie renvoyant à une diversité d'expériences, d'identités ou de revendications qui défont les traditions genrées par leur fluidité.

Ces éléments nous permettrons de dégager différents points de discussion comme les difficultés de mesure relative à ces populations (Trachman et Lejbowicz 2018) ou bien encore les caractéristiques intrinsèques aux lettres de l'acronyme LGBT, qui n'offre d'unité qu'en comparaison avec un autre groupe, tout aussi protéiforme : les personnes hétérosexuelles et cisgenres. Néanmoins, l'expérience discriminatoire traverse de nombreux parcours, qu'il s'agisse de minorités de genre ou de sexualité. La potentialité comme la réalité de la discrimination, ou de l'injure et du harcèlement à caractère discriminatoire, ont même été pensés comme inaugurales des expériences minoritaires (Eribon, 1999) car il n'est pas besoin d'être discriminé pour se savoir discriminable, et celle potentialité-là cristallise des rapports de méfiance, de lutte ou de protections que nous décrirons par la suite.

b- discriminations et violences LGBT-phobes : saisir ces notions

Un des enjeux de compréhension des LGBT-phobies revient à entendre la question des discriminations, des agressions et des limitations homophobes et transphobes non comme un enjeu uniquement juridique mais plus encore comme un marqueur subjectif (Dubet, 2016).

En effet, la traduction juridique des discriminations a ceci d'excluant que n'est ici pris en compte que ce qui relève effectivement des phénomènes discriminatoires en matière de critères reconnus par le droit, comme de situations d'apparition. Ainsi, si les discriminations se définissent juridiquement par la soustraction d'un droit, la limitation d'un droit ou le conditionnement d'un droit sur des motifs reconnus comme discriminatoires (il y en a actuellement 25 en France dont l'orientation sexuelle réelle ou supposée, et l'identité de genre), les émotions citoyennes face aux discriminations et aux violences débordent de ces cadres interprétatifs stricts. Pour reprendre les termes de Vincent Arnaud Chappe, « la notion de sentiment de discrimination renvoie à l'impression subjective d'avoir été victime de discrimination. [...] Le sentiment de discrimination est répandu sans pour autant être unanime. Une interrogation récurrente porte sur la correspondance entre ce sentiment de discrimination et la réalité du fait discriminatoire » (Chappe, 2020). Aux côtés des régularités, des récurrences, des répétitions des faits, il faut s'engager, pour suivre les pas de Laplantine, à développer une démarche « permettant d'appréhender les modes de vie, d'action et de connaissance, les manières d'être, et plus précisément encore, les modulations des comportements, y compris les plus apparemment anodins, non seulement dans la relation à l'espace, mais dans la dimension du temps, ou plutôt de la durée » (Laplantine, p.186). En d'autres termes, nous nous attardons sur l'hybride des situations, sur les interruptions et les régularités certes statistiques mais aussi émotionnelles (Laplantine, 2005).

Au-delà de cette lecture des subjectivités, les discriminations doivent être mesurées. Si la production des chiffres de la discrimination est traversée par des enjeux multiples (Chappe et Eberhard, 2021), les enquêtes disponibles ont surtout eu pour méthode des apports bien souvent qualitatifs, observationnels, celles se dotant d'un dispositif quantitatif. C'est pourquoi les axes retenus pour cet article (l'école, l'espace public et la santé) sont tous issus de travaux à la fois qualitatifs et quantitatifs, permettant de croiser les dimensions objectives et subjectives des faits discriminatoires que subissent les personnes LGBT. On soulignera néanmoins que la mesure des discriminations n'est pas égalitaire entre les différentes lettres de l'acronyme LGBT et que, dans le monde de la recherche française, rares sont les enquêtes quantitatives sur cette question (Trachman et Lejbowicz 2020 ; Alessandrin, 2016).

1. DISCRIMINATIONS ET VIOLENCES A L'ENCONTRE DES MINORITES DE GENRE ET DE SEXUALITE / LA FAMILLE ET L'ECOLE COMME TERREAU DES LGBT-PHOBIES

Dans son baromètre DJEPVA de 2022 sur la jeunesse, l'INJEP (Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire) dévoile certaines données actualisées concernant les discriminations vécues par les jeunes gays et lesbiennes et ce dans différents contextes de la vie quotidienne. Ainsi, selon l'institut, 34% des jeunes ont été victimes de discriminations au cours de l'année écoulée, et pour 62% d'entre elles et eux, les questions d'orientations sexuelles intervenaient au moins une fois dans le processus discriminatoire à l'université ou à l'école, 58% dans les espaces de loisirs, 54% dans les relations avec les services publics. Ces données sont similaires aux discriminations subies en fonction du sexe de la personne. Des

taux élevés donc, qui dénotent la persistance des normes hétérosexistes dans toutes les sphères de la vie, mais aussi d'une capacité plus grande de dénonciation des jeunes face aux discriminations.

On le sait, l'expérience scolaire des LGBT est marquée par un nombre d'écueils qui les éloignent d'une participation scolaire pleine et entière. Et pourtant, la scolarité et la santé des mineur.e.s LGBT scolarisé.e.s apparaît tardivement dans le champ de la recherche académique française (Richard, 2020). C'est face à ce constat que la recherche pluridisciplinaire « SANTE LGBT » a tenté de dessiner plus précisément les contours de l'expérience des personnes (et des jeunes) LGBTIQ, dans une recherche par questionnaire et par entretiens (Dagorn et Alessandrin, 2018). Les recherches qualitatives sur la question du vécu des minorités sexuelles scolarisées ont montré avec précision un continuum net entre le sexisme et les homophobies (Dayer, 2017) L'enquête susmentionnée montre par exemple que 50 % des jeunes homosexuel.le.s ont ressenti des discriminations durant leur parcours scolaire, collège et lycée confondus. Plus encore, la même enquête souligne que moins de 20% des collégien.ne.s et des lycéen.ne.s LGBT ont su trouver des personnes ressources au sein des établissements pour en parler. Discriminations et isolement semble les deux faces d'une même pièce en matière de discriminations LGBT-phobes.

On devra néanmoins signifier une différence statistique entre le collège et le lycée, puisque ces faits apparaissent plus dans le premier que le second (respectivement 73 % et 57 % des jeunes LGB s'y sont sentis « (plutôt) pas bien »). Parmi celles et ceux qui parlent de ces événements à des proches, rares sont les cas où les adultes encadrants apparaissent comme des ressources (on entend par adultes encadrants l'ensemble des adultes présents dans l'établissement). Plus précisément, moins de 10 % des jeunes gays, lesbiennes ou bissexuel.le.s privilégient l'équipe encadrante pour évoquer leurs expériences de violences. Si "en parler" nécessite de savoir "de quoi" parler, avec quels mots, cela nécessite aussi un climat de confiance. Or, sur cette question, 7,1 % des répondant.e.s de l'enquête se déclarent par exemple pansexuel.le.s (principalement des moins de 25 ans) : mais à qui énoncer ces identités encore peu connues du grand public ? Comment faire reconnaître ces identités ? Quelles représentations pèsent sur ces jeunes, en matière de réception incertaine notamment. Les réseaux sociaux et les ami.e.s sont de loin perçus comme des ressources premières... avant les parents. Loin de l'idée que les réseaux sociaux seraient uniquement des lieux d'agression, ils se présentent ici comme des lieux de soutien. Il se dessine également une mouvance générale qui mérite l'attention: l'augmentation tendentielle des identifications par soi (queer, pansexuel.le.s) ne répond pas toujours aux grammaires connues et maîtrisées par les adultes en milieu scolaire (gays ou homosexuel.le.s). Ce différentiel a pour principale conséquence le sentiment, de la part de ces mêmes mineur.e.s, d'être nié.e.s, incompris.e.s. De ne pas pouvoir, en creux, être écouté. Il en découle une méfiance : à quoi bon en parler ?

Il est aussi à souligner que dans le cadre des études française sur les mineur.e.s LGBTI, les personnes trans et intersexes sont les grand.e.s oublié.e.s des recherches comme des politiques, du moins si l'on se retourne sur un temps long. Pourtant, les chiffres de l'enquête

mentionnée ci-dessus, mettent l'accent sur l'urgence à penser aussi, et peut-être surtout, ces populations en termes de décrochage scolaire et de santé scolaire. Par exemple, plus de 82 % des personnes trans et intersexes interrogées (n = 257 ; 217 trans et 40 intersexes) ont jugé leur expérience scolaire (plutôt) mauvaise. Ce taux, comparable aux différentes mesures du climat scolaire dans les établissements, indique une dégradation considérable des expériences vécues par ces jeunes.

Si l'on regarde le verbatim de cette enquête, c'est-à-dire les témoignages laissés dans le questionnaire, nous remarquons que les jeunes trans et les jeunes intersexes témoignent de trois ruptures précises : 1- une absence de réponses adaptées à leurs problèmes administratifs (usage du bon prénom, reconnaissance de l'identité de genre...) ; 2- une forte tension relationnelle (harcèlements et violences entre pairs, incompréhension ou violence de certains parents ; 3- une psychiatrisation trop fréquente de leurs demandes de médicalisation et d'hormonothérapie par les infirmier.e.s scolaires comme par les parents.

Dans ce contexte, il apparaît que les mineurs trans (et leurs parents) doivent bricoler leurs parcours et leurs besoins d'aide, au sein de parcours et de réseaux plus ou moins formels, mal identifiés par l'institution, ajoutant alors aux complications propres aux expériences de genre adolescentes une opacité des solutions présentes.

2. L'ESPACE DE SANTE EST-IL UN ESPACE « NEUTRE » ?

Esquissé jusqu'ici, nous entrevoyons qu'au-delà de l'enceinte scolaire, les questions de santé méritent aussi d'être interrogées. La santé des minorités de genre et de sexualité n'est plus ce terrain sous-investigué qu'il était jusqu'à peu, notamment en sciences humaines et sociales. En dehors des interrogations sur la santé sexuelle -des hommes gays principalement- ou la santé psychique -essentiellement des personnes trans-, les publications en matière de santé LGBT se multiplient. Dans le seul cadre des recherches francophones et d'une réflexion par pathologie, on soulignera des avancées non négligeables autour des parcours en cancérologie des personnes LGBT (Alessandrin et Meidani, 2020 ; Scime, 2019 ; Meidani et Alessandrin, 2017), de la santé scolaire de ces mêmes populations (Richard, 2020 ; Bervelie et al., 2019 ; Dagorn et Alessandrin, 2018) ou bien encore d'enjeux gériatriques (Milette et Bourgeois-Guérin, 2020 ; Alessandrin, 2019 ; Hebert et al. 2012), obstétricaux (Davis, 2000), liés au handicap (Veltman et al., 2014) ou à la santé au travail (Pougnnet, 2018 ; Geoffroy et Chamberland, 2015). De même, si l'on regarde du côté des recherches non par pathologie mais par identité de genre ou de sexualité, on observe le phénomène similaire d'augmentation tendancielle des connaissances autour de populations peu enquêtées comme les lesbiennes (Genon et al. 2009), les personnes intersexes (Raz, 2016) ou bien encore, sans les rabattre sur les questions psychiatriques, les personnes trans. Enfin, on trouve de nombreuses réflexions sur ce que pourrait être une médecine et des parcours de santé inclusifs, non discriminants, à l'égard des personnes LGBT (Alessandrin 2020b ; Rize et al. 2011).

Inclusion, non discriminations, lutte contre les préjugés : l'ensemble de ces notions sont transversales aux travaux précités. Elles permettent d'insister sur plusieurs points. Premièrement, la littérature disponible met en lumière le fait que l'expérience discriminatoire fait planer des doutes, des suspicions, des craintes sur les parcours de santé et quant aux rapports aux institutions des personnes LGBT. Si la discrimination impose ses séquelles psychiques, les formes de retraits, d'appréhensions ou de méfiance en sont des symptômes attendus. Deuxièmement, les travaux évoqués permettent de mieux saisir la dialectique entre ce que provoquent les discriminations en matière de santé (stress, angoisse, errance diagnostique...) et ce que les espaces et les interactions de soins provoquent comme discriminations, notamment à l'égard des personnes LGBT. A l'image des travaux disponibles sur les discriminations en santé (Toulze et Meidani, 2017) ou sur le sexisme dans le soin (Meidani et Alessandrin, 2019), on remarque des déprises en matière de continuité des soins, en matière d'adhésions aux soins et donc des conséquences potentielles en matière de diagnostic et de suivi.

Les conséquences en termes de santé doivent être soulignée, car les discriminations, injures, incompréhensions et tabous ne sont jamais en lévitation : ils retombent sur les subjectivités, les corps, des personnes concernées. Du côté des mineurs, les décrochages scolaires, les isolements et les dépressions, mais aussi les phénomènes d'anorexie ou de boulimie (Toulze et Alessandrin, 2019) sont autant de symptômes auxquels les institutions et les adultes encadrants pourraient être attentifs. Dans les nombreux témoignages recueillis, on trouve avec récurrence des éléments relatifs aux toilettes, à la cantine : dans des espaces d'interactions ou d'isolement forts, les corps LGBTIQ sont mis à l'épreuve, des regards, des coups, des bousculades, des humiliations. Ce constat n'est pas nouveau : il est repris par d'autres recherches comme celles d'Éric Debardieux sur l'oppression viriliste et les violences scolaires : « et si on s'occupait enfin des toilettes » note le chercheur, soulignant avec insistance la dimension fortement anxiogène et à risque de ces espaces peu contrôlés par l'institution. Ces éléments nous renseignent sur la présence réelle d'un « stress des minorités » (Meyer, 2003) et sur ses effets en matière de santé. Enfin, des études plus rares en France, mais toutefois très alarmantes, mettent en lumière la sur-risque suicidaire des personnes LGBT (Beck et al., 2011).

2. L'ESPACE PUBLIC CONTRE LES LGBT

Enfin, nous pourrions interroger un dernier espace de discrimination, récemment mesuré dans des enquêtes locales : l'espace public. En 2018-2019, ARESVI, l'Observatoire Bordelais de l'égalité et la Mairie de Bordeaux ont déployé une enquête spécifique autour des LGBTI-phobies afin de poursuivre une série d'analyses sur les espaces publics et les discriminations, en les spécifiant plus encore du côté des populations LGBT. La méthodologie, à la fois qualitative et quantitative, a permis de récolter 1.643 réponses pour tenter de répondre à la question suivante : « comment les personnes LGBT appréhendent-ils/elles la ville » (Alessandrin et Dagorn, 2020). Il en ressort notamment que le taux de personnes LGBT se disant

« sereines » et « rassurées » durant leurs déplacements est très variable d'une sous population à l'autre au sein des personnes LGBT.

Tableau 1 : Durant vos déplacements, comment vous sentez-vous ?

	Serein.e.s et rassuré.e.s	Inquiet.e.s et stressé.e.s
Gays	77%	23%
Lesbiennes	57%	43%
Personnes trans et non binaires	31%	69%

A mettre en regard les faits subis par les personnes, tels qu'elles nous les ont déclaré, nous remarquons que ces tendances épousent les expériences urbaines des minorités de genre et de sexualité. En effet, pour 83% d'entre elles, un évènement LGBT-phobe s'est déroulé au cours des 12 derniers mois ! Ce chiffre, similaire à des enquêtes aux mêmes méthodologies et réalisées sur le même territoire témoigne d'une pesanteur des discriminations et des violences dans la quotidienneté des déplacements (Dagorn et Alessandrin, 2021 ; 2017).

Tableau 2 : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous subi (1.628 réponses) :

Des regards insistants et menaçants	30%
Une présence inquiétante	12%
Des commentaires non désirés, des injures...	29%
Des menaces physiques	04%
Des agressions, des coups...	04%
De l'exhibitionnisme	03%
Des viols ou tentatives de viols	01%
Je n'ai rien subi	17%

Quand on observe avec plus de précision les « faits » relevés par les victimes nous observons trois choses : 1- les personnes trans, queer ou non-binaires sont celles qui déclarent le plus de faits et de faits cumulés. Peu importe les items, ce sont les plus survictimisées. 2- les « gays » et les « lesbiennes », ou les personnes s'identifiant comme tels, ne vivent pas totalement la même chose. L'effet « homophobie » n'annule donc pas l'effet « sexe » 3- Si les gays sont plus soumis aux agressions et aux menaces, les lesbiennes sont bien plus victimes d'exhibition, de viols ou de tentatives de viol.

La discrimination, l'injure, le harcèlement, sont très souvent des phénomènes de triangulation entre les auteur.e.s, des victimes et des témoins. Ne pas interroger la présence de témoins et leurs actions c'est donc se couper d'une partie de l'analyse. Quand nous demandons aux répondant.e.s s'il y avait des témoins lors des discriminations vécues dans l'espace public et les transports, et si ces derniers sont intervenus, les répondantes se répartissent de la façon suivante :

Tableau 3 : Si des témoins étaient présents : quelles réaction ont-ils / elles eu ?

	Victimes de Gayphobie	Victimes de Transphobie	Victimes de Lesbophobie
Ils n'ont rien fait	75%	53%	72%
Ils m'ont porté assistance physique	2%	3%	4%
Ils sont intervenus verbalement pour m'aider	12%	6%	13%
Ils ont participé à l'évènement (rires etc...)	11%	38%	11%

Comparativement à des enquêtes sur les « femmes et leurs déplacements » où 87 % des témoins ne faisaient rien et 7% participaient (Dagorn et Alessandrin ; 2021), nous avons ici beaucoup moins de témoins inactifs. Mais ce n'est pas forcément pour « aider » la victime : au contraire ! Entre 11% et 38% des témoins, selon les victimes, ont participé à l'agression, c'est-à-dire sont passés du statut de témoin à celui d'auteur. Quant aux témoins qui sont intervenus, ils sont plus nombreux à l'avoir fait lorsque les victimes étaient des femmes que des hommes ou que des personnes qui s'identifient comme « trans » ou « queer » etc. C'est dire combien la transphobie ne réveille pas d'intervention des témoins, bref, d'actes citoyens. Peut-être que la terrible agression de Julia en Avril 2019 et sa médiatisation feront évoluer les mentalités, comme nous pouvons faire l'hypothèse que les #metoo et #balancetonporc ont eu un effet sur l'action des témoins auprès des femmes ayant témoigné dans cette enquête. Enfin, notons que les témoins interviennent beaucoup plus souvent lors de violence physiques ou sexuelles (agressions physiques, viols ou tentatives).

En observant ces données, on remarque que l'espace public n'est pas cet espace « neutre » de flux ou de consommation. Il est le théâtre d'expériences inégalitaires qui sont, dans des chaînes de déplacements qui forment des continuums, autant d'écueil dans l'accès aux services ou aux loisirs.

CONCLUSION : ANGLES MORTS ET PERSPECTIVES DE RECHERCHES

Ce tour d'horizon forcément lacunaire nous oblige à regarder ce qui, dans la recherche française, résonne encore comme des absences en matière d'analyse qualitative ou quantitative des discriminations subies par les minorités de genre ou de sexualité. Ainsi, force est de constater que les discriminations subies par les senior.e.s LGBT sont fort peu renseignées et qu'aux vues d'une société de la longévité, ces enjeux ne sont plus marginaux. D'autre part, le couple « handicap » et appartenance à une minorité de genre ou de sexualité, lu au prisme des discriminations, est lui aussi fort peu étudié. Alors que des études

qualitatives apparaissent, au Canada notamment (Baril, 2018) l'importation de ces entrecroisements thématiques reste embryonnaire en France. Ainsi, pour le dire nettement, la persistance des discriminations LGBT-phobes laisse malheureusement un avenir grand ouvert concernant les thématiques de recherches permettant d'implémenter la notion de discrimination aux enjeux de sexe, de genre ou de sexualité.

BIBLIOGRAPHIE

Alessandrin Arnaud et al., *Santé LGBT*, Bord de l'eau ed. 2020.

Arnaud Alessandrin. Les lesbiennes -Gays -Bisexual.le.s -Transgenres (LGBT) *face aux soins*. *Revue de l'infirmière*, 2020b.

Alessandrin, A. (2019). Vieillir LGBT / Vieillir T : la valeur heuristique du concept de la déprise. Dans : Anastasia Meidani éd., *Figures du vieillir et formes de déprise* (pp. 327-347). Toulouse, France: Érès

Alessandrin Arnaud, *Sociologie des transidentités*, Cavalier Bleu, 2018.

Alessandrin Arnaud, « Au-delà du troisième sexe : expériences de genre, classifications et débordements ». *Socio*. 2017. 9, 201-214.

Alessandrin Arnaud, « Transidentités: de la «souffrance» aux «épreuves» », *L'information psychiatrique* 89 (3), 217-220, 2014.

Alessandrin, Arnaud. « La transphobie en France : insuffisance du droit et expériences de discrimination », *Cahiers du Genre*, vol. 60, no. 1, 2016, pp. 193-212.

Alessandrin Arnaud et Johanna Dagorn, « Quelle ville pour les LGBTIQ », dans *Le rôle de la ville dans la lutte contre les discriminations* (codri.), pp : 71-85, MSHA, 2020.

Alessandrin, Arnaud, et Johanna Dagorn. « Femmes et déplacements : différents contextes, différentes expériences ? », *Dynamiques régionales*, vol. 12, no. 3, 2021, pp. 63-82.

Alessandrin Arnaud et Johanna Dagorn, « La santé des LGBTI à l'école », *L'école des parents*, 627, pp : 28-29, Septembre 2018

Alessandrin, Arnaud, et Marielle Toulze. « Minorités sexuelles et rapport au corps : une recherche quantitative », *Santé Publique*, vol. 31, no. 5, 2019, pp. 657-661.

Baril Alexandre, « Hommes trans et handicapés : une analyse croisée du cisgenrisme et du capacitisme », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 19 | Printemps 2018

Beaubatie Emmanuel, *Transfuges de sexe*, La découverte ed., 2021.

Beck, François, et al. « Risques suicidaires et minorités sexuelles : une problématique récente », *Agora débats/jeunesses*, vol. 58, no. 2, 2011, pp. 33-46.

Bervelie Nsingi, ; Ruffieux, Vanessa; Thomas, Sandrine; Déchanez, Nathalie (Dir.) Transgenre en milieux scolaires : rôle de l’infirmière scolaire : comment l’infirmière peut-elle promouvoir la santé des jeunes transgenres en milieu scolaire ? Mémoire de bachelor : Haute Ecole de Santé de Fribourg, 2019 [en ligne].

Bize Raphaël Erika Volkmar Sylvie Berrut Denise Medico Hugues Balthasar Patrick Bodenmann Harvey J. Makadon (2011) Vers un accès à des soins de qualité pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres, *Revue Médicale Suisse*, 307 [en ligne].

Chappe, Vincent-Arnaud, « Sentiment de discrimination », in *Dictionnaire juridique des discriminations* (Delphoen Tharaud et Caroline Boyer-Capelle), Harmattan, pp : 338-339, 2021.

Chappe, Vincent-Arnaud, et Mireille Eberhard. « Introduction : à quoi servent les chiffres de la discrimination ? », *Les cahiers de la LCD*, vol. 13, no. 2, pp. 11-27, 2021.

Dagorn, Johanna et Alessandrin, Arnaud (2018). La santé des élèves LGBTI. *L'école des parents*, 627, 28-29

Dagorn, Johanna et Alessandrin, Arnaud, « Femmes et espaces publics », *Hommes et Libertés*, 177, pp : 43-49, 2017.

Dayer Caroline, *Le pouvoir de l'injure, guide de prévention des violences et des discriminations*, éditions de l'Aube, 2017.

Davis V, et al. Lignes directrices sur la santé des lesbiennes. Directives cliniques de la Société d'obstétrique-gynécologie du Canada, 2000, URL : www.sogc.org/guidelines/public/87f-ps-mars2000.pdf.

Dubet François et al., *Pourquoi moi ?*, Seuil, 2016.

Eribon Didier, *Reflexions sur la question gay*, Flammarion, 1999.

Genon Clotilde, Cécile Chartrain and Coraline Delebarre, "Pour une promotion de la santé lesbienne : état des lieux des recherches, enjeux et propositions", *Genre, sexualité & société* [Online], 1 | Printemps 2009, Online since 09 July 2009, connection on 26 August 2021

Geoffroy Marie et Chamberland Line, Discrimination des minorités sexuelles et de genre au travail : quelles implications pour la santé mentale ?, *Santé mentale au Québec*, Volume 40, Issue 3, Automne 2015, p. 145–172

Hébert Billy, Line Chamberland and Mickael Chacha Enriquez . Les aîné-es trans : une population émergente ayant des besoins spécifiques en soins de santé, en services sociaux et en soins liés au vieillissement ? *Frontières*, Volume 25, Issue 1, Automne 2012, p. 57–81.

Laplantine, F. (2005) *Le social et le sensible, introduction à une anthropologie modale*, Téraèdre, coll. "L'anthropologie au coin de la rue".

Meidani, Anastasia, et Arnaud Alessandrin. « Quand le cancer rencontre le genre », *Revue française de sociologie*, vol. 60, no. 2, 2019, pp. 201-224.

Meidani, Anastasia et Alessandrin, Arnaud (2017). Cancers et transidentités : une nouvelle « population à risques » ?. *Sciences sociales et santé*, 35, 41-63

Meyer, Ilan H. (2003). "Prejudice, social stress, and mental health in lesbian, gay, and bisexual populations: Conceptual issues and research evidence". *Psychological Bulletin*. 129 (5): 674–697.

Millette Valerie et Bourgeois-Guerin Valerie, Un filet de sécurité imaginé? Le rapport de femmes âgées à la communauté LGBTQ+ à la suite du deuil d'une partenaire de même sexe, *Recherches féministes*. Volume 33, Numéro 2, 2020, p. 107–127

Poirier Fanny et al. « Non-binarité et transidentités à l'adolescence : une revue de la littérature », *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, 2018, 67(5-6), 268-285.

Pougnat Laurence; Brice Loddé ; Jean-Dominique Dewitte, Santé au travail des personnes transgenres : réflexions à partir d'une revue de la littérature, *l'Environnement*, Volume 79, Issue 3, May 2018, Page 294

Pullen Sansfaçon A, Medico D. *Jeunes trans et non binaires : de l'accompagnement à l'affirmation*. Montréal : éditions du remue-ménage ; 2021.

Scime Samantha, inégalités des soins aux personnes transgenres atteintes du cancer : Recommandations en faveur de changements ; *Can Oncol Nurs J*. 2019 Spring; 29(2): 92–96.

Raz, Michal. « Qualité de vie et fertilité dans les études de suivi des personnes intersexuées », *Cahiers du Genre*, vol. 60, no. 1, 2016, pp. 145-168.

Richard Gabrielle, *Hetero l'école ?*, Remue menage ed. 2020.

Toulze Marielle et Meidani, Anastasia. « Introduction : Santé et discriminations », *Les cahiers de la LCD*, vol. 5, no. 3, 2017, pp. 13-24.

Trachman, Mathieu, et Tania Lejbowicz. « Des LGBT, des non-binaires et des cases. Catégorisation statistique et critique des assignations de genre et de sexualité dans une enquête sur les violences », *Revue française de sociologie*, vol. 59, no. 4, 2018, pp. 677-705.

Trachman Mathieu et Lejbowicz Tania, « lesbiennes, gays, bisexuel.le.s et trans : une catégorie hétérogène, des violences spécifiques » in *Violences et rapports de genre* (Brown E. et al. dir), p. 355-387, INED, 2021.

Veltman, A ; Chaimowitz, G, Soins et services de santé mentale à l'intention des lesbiennes, des gais, des bisexuels, des transgenres et des queers, *Can J Psychiatry*. 2014 Nov; 59(11): 1–8.